



Le Canada, premier pays occidental à avoir brisé le tabou de la règle d'or saoudienne «Le mutisme contre l'argent »

Abou Dhabi Leaks 2/2

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 01 juillet 2019

[Madaniya.info](#) 2 juin 2023

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et](#)

[Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

La diplomatie éthique du Canada

Face aux abus du pouvoir saoudien, le Canada a été le premier pays occidental à briser le tabou de la règle d'or wahhabite «le mutisme contre l'argent».

Une équation qui pourrait se traduire par l'arrangement suivant: Fermer l'œil sur tous mes excès, en échange de commandes exorbitantes à l'effet d'impulser une dynamique aux économies occidentales souvent défailtantes et de lubrifier le train de vie de leurs décideurs avec leurs inhérentes rétro-commissions.

Bravant les foudres saoudiennes devant les abus répétés de Riyad, notamment la capture de 150 princes de la famille royale et la démission forcée de son homme lige au Liban, le premier ministre Saad Hariri, le Canada a décidé de préconiser à l'égard du Royaume saoudien et des autres régimes autocratiques, une «diplomatie éthique»: Encourager la commercialisation du pétrole produit par des pays démocratiques au détriment du pétrole produit par des pays non démocratiques.

L'étincelle proviendra de Mme Chrystia Freeland, ministre des Affaires étrangères canadienne, qui s'inquiétera publiquement du sort de deux saoudiens, l'activiste Raef Al-Badawi, détenu depuis 2012 en raison de propos tenus critiques tenus sur son blog, et sa sœur Samar, également emprisonnée pour avoir pris sa défense de son frère blogueur.

Contestant la tutelle imposée aux femmes saoudiennes, Samar Al Badawi a dénoncé, en 2010, son père de l'avoir empêché de se marier avec l'homme de son choix. Pour sa désobéissance, elle a été incarcérée mais sa tutelle a été transférée à l'un de ses oncles. L'organisation saoudienne, [Human Rights First Society](#), avait qualifié alors l'enfermement de Samar de «détention illégale scandaleuse». En 2012, elle a été lauréate du « [Prix International de la Femme de Courage](#) » pour sa lutte pour les droits des femmes dans son pays.

Considérant qu'il s'agit d'une ingérence intolérable dans ses affaires intérieures, l'Arabie saoudite ripostera le lendemain, le 5 août 2018, par l'expulsion de l'Ambassadeur du Canada à Riyad, le dégageant sans ménagements de quelques 5.000 étudiants saoudiens

inscrits dans les universités canadiennes et la rupture des relations commerciales entre les deux pays.

Disproportionnée, la riposte saoudienne se voulait un message de fermeté à l'égard des Occidentaux pour tenter de les dissuader d'emboîter le pays au Canada. Elle sera perçue comme tel par les Occidentaux, trop heureux de se débarrasser d'un concurrent encombrant, en dépit de son appartenance à l'Otan et sa participation à l'effort des alliés durant les 2 guerres mondiales (1914-1918; 1939-1945).

Mieux, le coup de sang saoudien a paru servir les desseins de Washington à l'époque en pleine épreuve de force avec Ottawa à propos de l'ALENA, la zone de libre-échange de l'Amérique du Nord (Canada, Etats Unis, Mexique).

Certes, la «diplomatie éthique» du Canada lui a permis de se dédouaner de la vente de blindés à l'Arabie saoudite, des véhicules vendus par le Canada en avril 2016 et dont le royaume n'aurait pas eu besoin, mais qui auraient été achetés dans le but de réchauffer les relations commerciales. Un contrat d'un montant de 15 milliards de dollars, conclu en 2014.

Plein de morgue et de suffisance, surestimant son pouvoir, le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel Joubeyr, rejettera une offre de réconciliation faite par son homologue canadienne, Chrysta Freeland, faite en septembre en marge des travaux de l'Assemblée Générale des Nations Unies: «Que diriez-vous si l'Arabie saoudite préconisait l'Indépendance du Québec», a rétorqué le ministre saoudien, coupant court à l'entretien.

Mal lui en prit: La terrifiante disparition du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, deux mois après la crise diplomatique Riyad Ottawa, le 2 octobre 2018, au consulat saoudien à Istanbul donnera raison au Canada en l'accréditant d'un «rôle pionnier».

Savourant son triomphe moral, le Canada confirmera publiquement, en Novembre 2018, être en possession d'une copie des enregistrements recueillis par les services turcs lors du funeste entretien de Jamal Kashoggi avec ses futurs tortionnaires, neutralisant ainsi la manœuvre de la France visant à mettre en question les affirmations turques.

2- Les ingérences saoudiennes dans les affaires intérieures du Canada

Chatouilleux, voire sourcilleux sur sa souveraineté, l'Arabie saoudite ne s'en prive pas pour autant de s'ingérer abusivement dans les affaires intérieures des autres pays, à coup de pétrodollars, notamment en direction des communautés musulmanes qu'elles abritent en leur sein qu'elle utilise comme un traditionnel levier d'influence. Pour une poignée de dollars, l'Europe a d'ailleurs vendu son âme.

Pour aller plus loin sur ce sujet, cf: <https://www.madaniya.info/2018/02/02/europe-islam-djihad-pour-une-poignee-de-petrodollar-s-l-europe-a-vendu-son-ame-1-2/>

Le journal libanais Al Akhbar a consacré un long article sur les ingérences saoudiennes dans les affaires canadiennes, dont voici les principaux extraits:

Le Centre de recherche sur la Mondialisation et la firme Navigator.

Une des «bêtes noires» de l'Arabie saoudite est le « Centre de recherche sur la Mondialisation», qui mène une «activité hostile envers l'Arabie saoudite».

Un câble portant référence N° 7000097 38 72, en date du 20 Février 2011 préconise de prendre contact avec les membres du gouvernement canadien et des cabinets d'avocats et de communicants pour faire face à la campagne de boycottage des produits saoudiens.

Un 2me câble portant référence N° 4651 en date du 16 février 20213 recommande de prendre contact avec la firme NAVIGATOR en vue d'envisager une opération de relations publiques, afin d'améliorer l'image du Royaume, de développer les relations commerciales avec les firmes canadiennes et de contrer ainsi la propagande hostile à l'Arabie saoudite.

Ce document préconise les mesures suivantes:

Afin de faire face à la campagne médiatique du Journal canadien «AL HAYAT AL ARABIYA-La vie arabe», animée par des chiites extrémistes, partisans des Houthistes yéménites, le document préconise de soutenir deux publications:

«AL BILAD (le pays) et AL MOUHAYR AL ARABI (L'Immigré arabe), de même qu'un soutien discret à SAOUT KANADA (la Voix du Canada) en vue d' «améliorer l'image de l'Islam sur le continent américain».

Il suggère la constitution d'un lobby en vue de neutraliser les effets de la campagne visant à modifier les châtiments corporels en vigueur dans le monde musulman, notamment la lapidation, la décapitation et le flagellation afin de leur opposer de contre-mesures;

Soutenir l'ASSOCIATION ISLAMIQUE du CANADA, la plus grande instance musulmane du Canada, qui dispose de 33 branches à travers le pays, en lui allouant une subvention de 500.000 riyals saoudiens, ainsi qu' à l'ASSOCIATION DES SUNNITES, une subvention de 3,5 millions de rias saoudiens.

Pour le locuteur arabophone, ci-joint le texte de l'article d'Al Akhbar, intitulé «Comment l'Arabie a infiltré le Canada » [.al-akhbar.com](http://al-akhbar.com)

Le Canada n'a pas varié d'un pouce son attitude à l'égard du Royaume saoudien. Un défi tranquille, sans concession.

La ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, s'est déplacée symboliquement à l'aéroport de Toronto pour y accueillir, le 12 Janvier 2019, Rahaf al-Qunun, la jeune réfugiée saoudienne dont la demande d'asile avait été rejetée par l'Australie.

Toutefois la «diplomatie éthique» du Canada a été mise à mal par le scandale SNC Lavalin. Justin Trudeau a en été accusé d'ingérence dans une procédure judiciaire.

Déjà en pleine tourmente diplomatique à la suite de la décision d'Ottawa d'extrader vers les Etats-Unis la directrice financière de Huawei, arrêtée en décembre 2018 par la police canadienne, le Premier ministre fait désormais face à la pire crise politique depuis son début de mandat, en novembre 2015.

Sa ministre du Budget, Jane Philpott, a annoncé lundi 4 mars sa démission du gouvernement, en solidarité avec sa collègue, Jody Wilson Raybould. L'ancienne ministre de la Justice avait quitté son poste en février en signe de protestation contre l'entourage de Justin Trudeau pour leurs «pressions constantes et soutenues» et même de «menaces voilées», destinées à protéger un géant du BTP SNC-Lavalin accusé de corruption.

L'entreprise, qui emploie quelque 50 000 personnes à travers le monde, dont 9 000 au Canada, est sous le coup depuis 2015 d'une accusation de « corruption d'agents publics étrangers » et de « fraude » en Libye, à l'époque du dictateur Mouammar Kadhafi. La société est accusée d'avoir versé 48 millions de dollars canadiens (32 millions d'euros) de pots-de-vin à des responsables libyens en échange de contrats entre 2001 et 2011.

À huit mois des élections fédérales au Canada, l'accusation tombe mal pour Justin Trudeau.

Pour sa crédibilité «la diplomatie éthique» ne saurait souffrir des entorses.

René Naba

Illustration :

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:London_protest_against_Saudi_Arabia%27s_detention_of_prisoner_of_conscience_Raif_Badawi.jpg

La source originale de cet article est Madaniya.info

Copyright © René Naba, Madaniya.info, 2019

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca